

15 mars 1935

Toujours les douanes !

Les recettes douanières ont, paraît-il, considérablement baissé depuis le début de l'année. On s'alarmerait en haut lieu de cette baisse et de ses conséquences.

Ce phénomène devait pourtant infailliblement se produire. Il est le signe décisif de la diminution progressive de notre pouvoir d'achat. Nous devenons de moins en moins capables d'importer pour consommer et pour revendre. Mais il paraît également qu'à cette brusque baisse, on cherche une consolation en pensant que la balance commerciale de nos pays s'est améliorée depuis l'an dernier, en ce sens que le déficit est moindre. Si cet argument pouvait avoir quelque portée, on se consolerait tout à fait. Peut-être même trouverait-on des motifs de joie le jour que nous n'importerions plus rien du tout.

La diminution des importations n'est pas nécessairement la preuve d'une amélioration de notre situation. Et, plus particulièrement dans un pays comme le nôtre, elle est simplement l'indice d'une crise, d'une crise profonde, puisque c'est pratiquement à l'étranger que nous devons tout demander.

Nous sommes traités en ce moment comme des gens absolument ignorants des choses de l'économie politique et de la science des finances. Des affirmations et des statistiques sont avancées ; leur objet est d'établir que Sully ou Colbert n'eussent pas mieux fait que ce qui se fait chez nous en ce moment, dans ce domaine. Nous n'en sommes pas, pour notre part, tout à fait convaincus. Nous persistons à penser qu'en fait de finances et d'économie politique, on peut grandement améliorer les choses. Tant que le commerce des pays de mandat sera brimé par la législation fiscale, la plus étroite et la plus tatillonne qui soit, nous serons condamnés à végéter. Les droits de douane extravagants finiront par tarir, en vertu d'une règle d'économie politique bien connue, la source même des recettes douanières. Pendant ce temps, nos pays, qui ne seront pas devenus des pays industriels uniquement parce qu'on aura décidé sur le papier cette métamorphose, cesseront même d'être des pays commerçants pour mourir de leur belle mort.

Notre situation géographique, le nombre de nos habitants, la nature de notre sol et, dans une certaine mesure, la situation de certains pays voisins comme la Palestine, nous condamnent à être avant tout des pays de commerce et de transit. Nous pouvons espérer redevenir un jour le marché où s'approvisionnera un vaste hinterland. Nous sommes, pour une grande partie de l'Asie-Mineure, la porte d'accès la plus facile et la plus normale vers la Méditerranée. Ces avantages, nous ne saurions les retrouver autrement. Et ce qui empêche ces pays de suivre la voie de leur destin économique, ce sont les droits de douane.

Nous ne voulons plus d'une législation fiscale et douanière à la confection de laquelle nous n'avons pas participé, Nous ne demandons pas l'impossible, mais seulement que nos pays puissent dire leur mot dans une matière où par la force même des nécessités économiques vitales, ils se reconnaissent, à bon droit, quelque compétence.